

Langues et pouvoir dans l'université marocaine : Analyse des discours politiques sur les choix linguistiques en enseignement supérieur

Languages and Power in the Moroccan University: An Analysis of Political Discourses on Language Choices in Higher Education

SOUFIANI Saâd

Doctorant

Faculté des Langues, des Lettres et des Arts

Laboratoire Langage et Société

Université Ibn Tofaïl - Maroc

EL AMRANI Hafida

Professeur de l'Enseignement Supérieur

Faculté des Langues, des Lettres et des Arts

Laboratoire Langage et Société

Université Ibn Tofaïl - Maroc

Date de soumission : 13/05/2025

Date d'acceptation : 27/08/2025

Pour citer cet article :

SOUFIANI S. & EL AMRANI H. (2025) « Langues et pouvoir dans l'université marocaine : Analyse des discours politiques sur les choix linguistiques en enseignement supérieur », Revue Internationale du chercheur «Volume 6 : Numéro 3» pp : 120 - 141

Digital Object Identifier : www.doi.org/10.5281/zenodo.17526679

Résumé :

Cette étude explore les discours politiques et institutionnels sur les choix linguistiques dans l'enseignement supérieur marocain, en analysant leur rôle dans la reproduction des inégalités et la hiérarchisation des langues. À travers une approche d'analyse critique du discours, elle examine les justifications officielles des réformes linguistiques, les stratégies discursives employées et les impacts sur l'accès au savoir et à l'emploi. L'étude met en lumière les tensions entre modernité et identité linguistique, ainsi que les revendications des étudiants et enseignants face aux inégalités générées par ces politiques. En mobilisant un corpus de discours officiels, parlementaires et académiques, elle propose une réflexion sur les alternatives pour une politique linguistique plus équilibrée et inclusive.

Mots-clés : politique linguistique, discours institutionnels, enseignement supérieur, inégalités linguistiques, Maroc.

Abstract:

This study examines political and institutional discourses on linguistic choices in Moroccan higher education, analyzing their role in the reproduction of inequalities and language hierarchization. Using a critical discourse analysis approach, it explores the official justifications for linguistic reforms, the discursive strategies employed, and their impact on knowledge access and employability. The study highlights the tensions between modernity and linguistic identity, as well as student and faculty demand in response to the inequalities generated by these policies. By analyzing a corpus of official, parliamentary, and academic speeches, it offers a reflection on possible alternatives for a more balanced and inclusive language policy.

Keywords:

language policy, institutional discourse, higher education, linguistic inequalities, Morocco.

Introduction

La question linguistique dans l'enseignement supérieur marocain est au cœur d'un débat complexe mêlant histoire, politique et enjeux socio-économiques. Depuis l'indépendance, le Maroc a oscillé entre une politique d'arabisation progressive et le maintien du français comme langue de savoir et d'administration. Aujourd'hui, face aux impératifs de la mondialisation, l'anglais s'impose progressivement comme une nouvelle langue de référence, réactivant les tensions autour du statut des langues dans l'université marocaine.

Cette dualité linguistique n'est pas neutre : elle constitue un instrument de pouvoir influençant directement l'accès aux opportunités académiques et professionnelles. L'usage du français et, de plus en plus, de l'anglais, favorise les étudiants issus d'un certain milieu socio-économique, tandis que ceux formés en arabe rencontrent des difficultés croissantes à s'intégrer dans un marché du travail dominé par les langues étrangères. Ainsi, les choix linguistiques dans l'université ne se limitent pas à une question pédagogique, mais participent à une reproduction des inégalités sociales et économiques.

Dans ce contexte, les discours politiques et institutionnels jouent un rôle fondamental dans la légitimation et l'orientation des réformes linguistiques. Les déclarations du ministère de l'Éducation, les discours royaux, les débats parlementaires et les prises de position des acteurs académiques façonnent la perception des langues dans l'enseignement supérieur. Ces discours, souvent construits autour d'arguments identitaires, économiques et pédagogiques, justifient les orientations linguistiques en les inscrivant dans des logiques de modernisation, d'internationalisation ou de préservation culturelle.

Dès lors, cette étude propose d'analyser comment les discours politiques et institutionnels façonnent les choix linguistiques dans l'université marocaine. À travers une approche d'analyse critique du discours, nous examinerons :

1. Le contexte historique et politique des politiques linguistiques universitaires, en mettant en lumière les justifications officielles des réformes.
2. Les stratégies discursives employées dans les discours politiques et institutionnels, en identifiant les mécanismes de hiérarchisation des langues.
3. Les impacts et contestations liés à ces choix linguistiques, en observant les réactions des étudiants, enseignants et acteurs du marché du travail.

En mobilisant des sources discursives variées (discours officiels, débats parlementaires, interventions académiques), cette étude vise à mieux comprendre les dynamiques linguistiques à l'université et leurs implications sur les rapports de pouvoir au Maroc.

1. Contexte historique et politique des choix linguistiques dans l'université marocaine

1.1 Évolution des politiques linguistiques depuis l'indépendance

1.1.1. Arabisation progressive et maintien du français

Depuis l'indépendance du Maroc en 1956, la question linguistique a été au cœur des réformes éducatives et universitaires. L'arabisation de l'enseignement a été une priorité nationale dans les premières décennies postcoloniales, s'inscrivant dans une volonté de renforcement de l'identité nationale et de rupture avec l'héritage colonial français (Ennaji, 2005). Cette politique a été particulièrement marquée dans l'enseignement primaire et secondaire, où l'arabe standard est progressivement devenu la langue principale d'enseignement, notamment à partir des réformes des années 1960 et 1970 (Boukous, 1999).

Cependant, l'université marocaine a connu un parcours distinct. Si l'arabisation a été largement appliquée dans les sciences humaines et sociales dès les années 1980, les disciplines scientifiques et techniques ont conservé le français comme langue principale d'enseignement. Ce choix reflète plusieurs enjeux : d'une part, la nécessité de maintenir un accès aux productions scientifiques internationales largement dominées par le français et l'anglais ; d'autre part, la réticence des élites et des secteurs économiques à abandonner une langue perçue comme un levier d'ouverture et de compétitivité (Zouhir, 2013).

Cette dualité linguistique a créé une fracture académique et sociale, où les étudiants issus d'un parcours scolaire arabophone rencontrent souvent des difficultés à s'adapter à l'université, en particulier dans les disciplines scientifiques. Plusieurs études ont montré que le passage brutal de l'arabe au français constitue un facteur d'échec universitaire, contribuant ainsi à la reproduction des inégalités socio-économiques (Lahlou, 2018).

1.1.2. Introduction de l'amazigh et débats sur l'anglais

L'intégration de l'amazigh dans le système éducatif marocain est une avancée relativement récente, officialisée par la Constitution de 2011 qui reconnaît l'amazigh comme langue officielle aux côtés de l'arabe (Constitution du Maroc, 2011). Cette reconnaissance s'est traduite par l'introduction progressive de l'amazigh dans l'enseignement primaire et secondaire, bien que son intégration dans l'enseignement supérieur demeure encore limitée (Boukous, 2019). Plusieurs universitaires et militants amazighs revendiquent un rôle plus important pour l'amazigh à l'université, notamment à travers des cursus spécialisés et une reconnaissance institutionnelle accrue (El Kirat, 2017).

Parallèlement, un débat croissant s'est installé autour de l'introduction de l'anglais comme langue d'enseignement universitaire. Face à l'hégémonie de l'anglais dans la recherche

scientifique internationale, de nombreux responsables académiques et décideurs politiques plaident pour une transition vers l'anglais, en particulier dans les sciences exactes et techniques (Errihani, 2020). En 2019, le ministère de l'Éducation a encouragé une plus grande utilisation de l'anglais dans l'enseignement supérieur, ce qui a suscité des réactions mitigées, certains y voyant une solution aux limites du bilinguisme arabe-français, tandis que d'autres craignent une marginalisation accrue de l'arabe et de l'amazigh (Sadiqi, 2021).

Cette pluralité linguistique place l'université marocaine face à des défis majeurs : comment assurer un équilibre entre les langues nationales et les langues internationales sans creuser davantage les inégalités existantes ? Les discours politiques sur ces choix reflètent des tensions entre identité, mondialisation et enjeux socio-économiques, qui seront analysées dans les sections suivantes.

1.1.3. Les justifications politiques des réformes linguistiques

1.1.3.1. Arguments identitaires, économiques et pédagogiques

Les politiques linguistiques de l'université marocaine s'appuient sur trois principaux types de justifications : identitaires, économiques et pédagogiques. Ces arguments sont souvent invoqués dans les discours politiques et institutionnels pour légitimer les réformes linguistiques et les choix en matière de langues d'enseignement.

a. L'arabe et l'amazigh : des symboles d'identité nationale

Depuis l'indépendance, l'arabe standard a été promu comme vecteur d'identité nationale et de souveraineté face à l'héritage colonial français (Ennaji, 2005). Ce processus d'arabisation s'inscrivait dans une volonté politique de construction d'une identité nationale unifiée et de renforcement du rôle de l'État (Boukous, 2019).

L'introduction de l'amazigh dans le système éducatif a suivi une logique similaire, bien que plus tardive. La reconnaissance de l'amazigh comme langue officielle en 2011 a marqué une rupture avec les décennies de marginalisation linguistique, illustrant une prise en compte des revendications identitaires et culturelles des populations amazighophones (El Kirat, 2017). Cependant, à l'université, l'amazigh reste confiné à des départements spécialisés et peine à s'imposer comme une langue d'enseignement généraliste (Sadiqi, 2021).

b. Le français et l'anglais : des outils de compétitivité économique

Le maintien du français comme langue d'enseignement dans les filières scientifiques et techniques est souvent justifié par des arguments économiques et professionnels. Le français est perçu comme un levier d'intégration dans le marché du travail national et international, notamment en raison des liens historiques et économiques avec la France (Zouhir, 2013).

Toutefois, l'essor de l'anglais dans l'enseignement supérieur marocain répond à une logique similaire. L'anglais est considéré comme la langue dominante dans la recherche scientifique et l'innovation technologique, et plusieurs responsables politiques et académiques appellent à une transition progressive vers cette langue pour renforcer l'attractivité des universités marocaines à l'échelle internationale (Errihani, 2020 ; Lahlou, 2022).

c. Arguments pédagogiques et efficacité de l'apprentissage

Sur le plan pédagogique, les débats linguistiques s'articulent autour de la notion d'efficacité de l'apprentissage. Certains chercheurs estiment que l'arabisation des filières scientifiques entraînerait des difficultés d'accès aux ressources académiques et limiterait la mobilité internationale des étudiants et enseignants (Chakrani, 2013). D'autres, en revanche, soutiennent que l'usage d'une langue maternelle ou nationale favoriserait une meilleure compréhension des concepts et une amélioration des performances académiques (Boukous, 2019).

1.1.3.2. Influence des acteurs nationaux et internationaux

Les politiques linguistiques dans l'université marocaine ne sont pas uniquement dictées par des considérations internes. Elles sont également influencées par des acteurs nationaux et internationaux qui participent à la construction des choix linguistiques.

a. L'État et les élites politiques

L'État marocain joue un rôle central dans la définition des politiques linguistiques. À travers le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, il oriente les choix linguistiques en fonction des priorités nationales. Les discours royaux ont souvent insisté sur la nécessité de moderniser l'enseignement supérieur tout en préservant l'identité linguistique et culturelle du pays (Constitution du Maroc, 2011).

Les élites politiques, qu'il s'agisse des partis au pouvoir ou de l'opposition, adoptent des positions variées sur la question linguistique. Certains partis nationalistes et islamistes défendent une arabisation complète, tandis que d'autres, notamment ceux proches du monde économique, plaident pour un renforcement du français et de l'anglais (Sadiqi, 2021).

b. Le rôle des universités et des enseignants

Les présidents d'université et les enseignants-chercheurs ont également une influence notable sur les choix linguistiques. Certaines universités marocaines, notamment celles disposant de partenariats internationaux, tendent à privilégier l'anglais et le français pour accroître leur attractivité et améliorer leur classement mondial (Errihani, 2020).

Cependant, une partie du corps enseignant reste attachée à l'arabe, estimant que l'enseignement universitaire devrait refléter la langue du pays et ne pas dépendre des langues étrangères (Lahlou, 2018). Cette divergence de points de vue génère des tensions au sein même des institutions académiques.

c. Les organisations internationales et la mondialisation du savoir

Enfin, les politiques linguistiques universitaires marocaines sont fortement influencées par des organisations internationales, telles que l'UNESCO, la Banque mondiale et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

- L'UNESCO met en avant l'importance de l'éducation multilingue et encourage l'intégration des langues nationales dans l'enseignement supérieur (UNESCO, 2019).
- La Banque mondiale et d'autres institutions financières insistent sur la nécessité d'adopter des langues globales comme l'anglais pour améliorer la compétitivité du système éducatif marocain et favoriser l'employabilité des diplômés (World Bank, 2020).
- L'OIF, quant à elle, soutient le maintien du français comme langue académique et professionnelle dans les pays francophones, y compris au Maroc (OIF, 2021).

Ces influences extérieures contribuent à façonner les réformes linguistiques et alimentent les tensions entre préservation de l'identité nationale et ouverture à la mondialisation.

2. Les discours politiques et institutionnels sur la langue dans l'enseignement supérieur

2.1. Corpus d'étude

L'analyse des discours politiques et institutionnels sur la langue dans l'enseignement supérieur marocain repose sur un corpus varié, incluant discours officiels, débats parlementaires et prises de position des acteurs académiques. Ces discours constituent des sources essentielles pour comprendre les enjeux idéologiques, économiques et sociaux qui sous-tendent les politiques linguistiques.

2.1.1. Les discours officiels : le ministère de l'Éducation et les discours royaux

2.1.1.1. Le rôle du ministère de l'Éducation dans l'orientation linguistique

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est l'organe central chargé de la mise en œuvre des réformes linguistiques dans l'enseignement supérieur. Ses déclarations officielles et ses plans stratégiques mettent en évidence une double orientation :

- Maintien du français dans les disciplines scientifiques : Le ministère justifie cette position par des raisons de compétitivité académique et d'ouverture internationale (MENFPESRS, 2019).
- Promotion progressive de l'anglais : Depuis 2019, plusieurs rapports officiels insistent sur la nécessité de renforcer l'usage de l'anglais dans l'université marocaine pour aligner le pays sur les tendances globales (MENFPESRS, 2022).
- Introduction limitée de l'amazigh : Malgré son statut officiel, l'amazigh reste marginal dans l'enseignement supérieur et ne concerne que quelques départements universitaires spécialisés (Boukous, 2019).

2.1.1.2. Les discours royaux : entre modernisation et préservation identitaire

Les discours royaux jouent un rôle fondamental dans l'orientation des choix linguistiques. Depuis les années 2000, le roi Mohammed VI a insisté sur l'importance de moderniser le système éducatif tout en préservant l'identité linguistique et culturelle nationale (Discours royal du 20 août 2013).

Deux tendances majeures émergent des discours royaux :

1. Valorisation des langues internationales : Le roi appelle à une meilleure intégration de l'anglais dans les cursus universitaires pour renforcer l'attractivité du système éducatif marocain (Discours royal du 29 juillet 2015).
2. Protection du multilinguisme national : Il souligne l'importance de l'arabe et de l'amazigh comme piliers de l'identité nationale, tout en reconnaissant la nécessité d'une ouverture linguistique (Discours royal du 9 octobre 2020).

Ces discours reflètent une tentative d'équilibre entre identité et modernisation, tout en évitant une rupture brutale avec l'héritage francophone du pays.

2.1.2. Débats parlementaires sur les réformes linguistiques

Le Parlement marocain est un espace où se cristallisent les tensions et les divergences autour des politiques linguistiques. Deux grandes tendances s'opposent régulièrement dans les débats parlementaires :

- Les défenseurs de l'arabisation totale, souvent issus des partis nationalistes et islamistes (PJD, Istiqlal), qui plaident pour une généralisation de l'arabe dans l'enseignement supérieur afin de renforcer la souveraineté linguistique (Zouhir, 2013).
- Les partisans du maintien du français et de l'introduction de l'anglais, soutenus par les partis libéraux et technocrates (RNI, PAM), qui estiment que la francophonie et

l'anglais sont des outils essentiels pour l'intégration économique du Maroc à l'international (Sadiqi, 2021).

Les réformes de la loi-cadre 51.17 sur l'éducation adoptées en 2019 ont été un moment clé de ces débats. Cette loi a officialisé le bilinguisme arabe-français dans l'enseignement scientifique, tout en encourageant le développement progressif de l'anglais (Parlement du Maroc, 2019). Cette décision a été vivement contestée par certains parlementaires qui y voyaient une remise en question des efforts d'arabisation engagés depuis les années 1980 (Lahlou, 2022).

Les débats parlementaires témoignent ainsi des luttes idéologiques sous-jacentes aux choix linguistiques, entre défense de l'identité nationale et impératifs de compétitivité mondiale.

2.1.3. Prises de position des présidents d'universités et des syndicats d'enseignants

2.1.3.1 Les présidents d'universités : entre adaptation et pressions politiques

Les universités marocaines, en tant qu'institutions autonomes, jouent un rôle clé dans la mise en œuvre des politiques linguistiques. Les présidents d'universités adoptent généralement une approche pragmatique et stratégique, en fonction des exigences académiques et du contexte économique.

- Certaines universités, comme l'Université Mohammed V de Rabat et l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, ont développé des programmes en anglais pour attirer des étudiants internationaux et favoriser l'insertion des diplômés sur le marché du travail global (Errihani, 2020).
- D'autres institutions restent attachées au modèle francophone, notamment en raison de partenariats privilégiés avec des universités françaises et des institutions comme l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) (Chakrani, 2013).

La majorité des présidents d'universités s'accordent néanmoins sur la nécessité d'un multilinguisme pragmatique, combinant arabe, français et anglais en fonction des besoins disciplinaires.

2.1.3.2. Les syndicats d'enseignants : des revendications contradictoires

Les syndicats d'enseignants universitaires ont des positions plus hétérogènes.

- Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP) défend traditionnellement l'arabisation de l'université, considérant l'arabe comme une langue de savoir à part entière et dénonçant une dépendance excessive au français (Lahlou, 2018).

- D'autres syndicats, notamment ceux affiliés aux grandes écoles et aux filières techniques, plaident pour une transition vers l'anglais, qu'ils jugent plus adapté aux exigences du marché du travail (Sadiqi, 2021).

En 2021, le SNESUP a organisé une série de manifestations et de conférences dénonçant le "diktat francophone" dans les universités marocaines, tandis que d'autres groupes académiques réclamaient une intégration plus rapide de l'anglais dans les cursus scientifiques (MENFPESRS, 2022).

Ces positions contrastées illustrent bien les tensions entre idéologie linguistique et pragmatisme académique, mettant en lumière la complexité du débat sur la langue dans l'enseignement supérieur marocain.

2.2. Analyse des stratégies discursives

Les discours politiques et institutionnels sur les politiques linguistiques dans l'enseignement supérieur marocain mobilisent diverses stratégies discursives pour légitimer ou contester les choix linguistiques. Ces stratégies se manifestent notamment à travers :

1. La hiérarchisation des langues et la reproduction des inégalités.
2. L'argumentation sur l'internationalisation et la compétitivité académique.
3. L'opposition entre modernité et identité linguistique.

Ces stratégies ne sont pas neutres : elles reflètent des enjeux de pouvoir, des tensions idéologiques et des dynamiques sociopolitiques complexes.

2.2.1. Hiérarchisation des langues et reproduction des inégalités

2.2.1.1. Légitimation implicite d'une hiérarchie linguistique

Les discours politiques et institutionnels tendent à construire une hiérarchie implicite des langues dans l'enseignement supérieur. Cette hiérarchie repose sur une opposition entre langues du savoir scientifique et économique (français, anglais) et langues culturelles et identitaires (arabe, amazigh).

- Le français comme "langue de la science et du progrès" : Les discours institutionnels le présentent comme une nécessité pragmatique, en insistant sur son rôle dans les disciplines scientifiques et techniques (MENFPESRS, 2019).
- L'anglais comme "langue de l'avenir" : Introduit progressivement, l'anglais est souvent présenté comme un levier essentiel pour l'intégration du Maroc dans l'économie mondiale (Errihani, 2020).

- L'arabe et l'amazigh comme "langues du patrimoine et de l'identité" : Elles sont valorisées dans les discours royaux et institutionnels pour leur rôle culturel, mais sont rarement perçues comme des outils d'innovation scientifique (Boukous, 2019).

Cette hiérarchisation reproduit des inégalités sociales et académiques, car elle conditionne l'accès aux opportunités éducatives et professionnelles en fonction des compétences linguistiques des étudiants (Zouhir, 2013).

2.2.1.2. Stratégies de justification des inégalités linguistiques

Les acteurs institutionnels utilisent plusieurs stratégies rhétoriques pour justifier cette hiérarchisation :

- Le "pragmatisme économique" : Les responsables politiques insistent sur le fait que l'usage du français et de l'anglais est dicté par le marché du travail, et non par un choix idéologique (Sadiqi, 2021).
- L'argument de la "transition graduelle" : Certains discours, notamment ceux du ministère de l'Éducation, affirment que l'arabisation complète est un objectif à long terme, mais que le contexte actuel impose un maintien du français (Lahlou, 2022).
- La "compétence académique" : Les universités justifient leur usage du français et de l'anglais en affirmant que les ressources académiques de qualité existent principalement dans ces langues (Chakrani, 2013).

Ces stratégies permettent de naturaliser une domination linguistique, en transformant un choix politique en une nécessité fonctionnelle.

2.2.2. Argumentation sur l'internationalisation et la compétitivité académique

2.2.2.1. L'internationalisation comme argument central

Un des arguments majeurs avancés par les institutions est celui de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Ce discours repose sur plusieurs éléments :

- Le classement des universités : L'usage du français et de l'anglais est souvent présenté comme un facteur d'amélioration des classements internationaux (Times Higher Education, QS Ranking) (MENFPESRS, 2022).
- Les collaborations académiques : Les universités marocaines justifient le recours au français et à l'anglais par la nécessité de partenariats avec des institutions étrangères (Errihani, 2020).
- La mobilité étudiante et enseignante : L'adoption de langues internationales est considérée comme un levier pour l'employabilité et la recherche à l'étranger (World Bank, 2020).

2.2.2.2. Stratégies rhétoriques autour de la compétitivité

Les discours politiques et académiques mobilisent des stratégies discursives spécifiques pour légitimer cette approche :

- L'invocation d'exemples internationaux : Les pays comme Singapour, le Qatar et les Émirats arabes unis sont cités comme modèles de réussite grâce à l'anglais (Sadiqi, 2021).
- Le discours de la "modernisation inévitable" : L'idée que "l'université marocaine doit évoluer pour rester compétitive" est souvent mise en avant dans les discours officiels (MENFPESRS, 2019).
- La technocratisation du débat linguistique : Les ministres et présidents d'université utilisent un lexique "neutre" basé sur des indicateurs de performance, pour masquer les enjeux idéologiques sous-jacents (Lahlou, 2022).

Cette argumentation tend à réduire les oppositions en présentant la transition linguistique comme un impératif technique et non un choix politique.

2.2.3. Opposition entre modernité (anglais, français) et identité (arabe, amazigh)

2.2.3.1. Construction d'une dichotomie idéologique

Une stratégie discursive récurrente dans les débats politiques consiste à opposer modernité et identité, en associant certaines langues à des valeurs spécifiques :

Tableau N° 1 : Langues et valeurs dans les discours politiques

Langues	Valeurs associées dans les discours
Anglais, Français	Modernité, ouverture, compétitivité
Arabe, Amazigh	Identité, authenticité, enracinement

- Cette dichotomie est renforcée par certains partis politiques et acteurs sociaux, qui présentent l'anglais et le français comme des outils de domination culturelle (Zouhir, 2013).
- À l'inverse, les partisans de la transition vers l'anglais dénoncent le "repli identitaire" des défenseurs de l'arabisation (Errihani, 2020).

2.2.3.2. Stratégies de manipulation idéologique

Plusieurs techniques discursives sont utilisées pour entretenir cette opposition :

- Le discours alarmiste sur l'"aliénation linguistique" : Certains militants et intellectuels dénoncent une forme de néo-colonialisme linguistique, où l'usage du

français et de l'anglais serait un moyen d'imposer des valeurs étrangères (Boukous, 2019).

- La rhétorique du "déclin scientifique" : D'autres voix affirment que l'arabisation conduirait à une baisse du niveau académique et à une marginalisation de l'université marocaine dans le monde (Lahlou, 2018).
- L'essentialisation des langues : Certains discours tendent à figer les langues dans des fonctions rigides (français = science, arabe = culture), empêchant toute réflexion sur une cohabitation équilibrée (Chakrani, 2013).

Ces stratégies illustrent bien comment la question linguistique est instrumentalisée pour défendre des visions idéologiques opposées.

Ainsi, l'analyse des stratégies discursives révèle que les politiques linguistiques universitaires au Maroc sont fortement conditionnées par des logiques de pouvoir. Loin d'être de simples choix techniques, ces décisions sont façonnées par des idéologies linguistiques, des intérêts économiques et des enjeux identitaires.

3. Impacts et enjeux des choix linguistiques universitaires

3.1. Conséquences sur l'accès au savoir et la réussite académique

Les choix linguistiques dans l'enseignement supérieur au Maroc ont des répercussions majeures sur l'accès au savoir et la réussite académique des étudiants. L'usage du français comme langue principale d'enseignement, conjugué à la montée progressive de l'anglais, pose de sérieux défis pédagogiques et sociaux, notamment en raison du décalage entre la langue de l'enseignement secondaire et celle de l'enseignement universitaire.

3.1.1. Difficultés liées au passage de l'arabe au français dans l'enseignement supérieur

3.1.1.1. Une transition linguistique brutale

L'un des principaux défis rencontrés par les étudiants marocains est le changement soudain de langue d'enseignement entre le secondaire et le supérieur :

- Un enseignement secondaire majoritairement en arabe : Jusqu'au baccalauréat, la majorité des disciplines scientifiques et techniques sont enseignées en arabe standard dans les lycées publics (MENFPESRS, 2019).
- Un enseignement universitaire principalement en français : Dès l'entrée à l'université, les cours de médecine, d'ingénierie, d'économie et de sciences sont dispensés en français, une langue dans laquelle beaucoup d'étudiants ne maîtrisent pas le vocabulaire académique (Lahlou, 2022).

- Un défi encore plus grand pour les étudiants issus des milieux défavorisés, où l'exposition au français est plus limitée, contrairement aux élèves des écoles privées ou des missions étrangères (Chakrani, 2013).

Cette transition abrupte crée un choc linguistique et cognitif, qui affecte directement la compréhension des cours et l'intégration académique des étudiants.

3.1.1.2. Une source d'échec universitaire

Plusieurs études montrent que les difficultés linguistiques sont un facteur déterminant de l'échec universitaire au Maroc :

- Baisse de la compréhension et de la performance : Une enquête menée par Lahlou (2018) révèle que plus de 60 % des étudiants en première année de faculté ont des difficultés à comprendre les cours en français.
- Abandon des études supérieures : Une étude du Conseil Supérieur de l'Éducation (CSEFRS, 2020) indique que près de 40 % des étudiants décrochent dès la première année, notamment à cause de la barrière linguistique.
- Impact sur l'engagement des étudiants : Certains étudiants développent un sentiment de frustration et de marginalisation, ce qui affecte leur motivation et leur participation aux activités académiques (Zouhir, 2013).

Ainsi, l'usage du français dans l'université publique, sans préparation linguistique adéquate, creuse un fossé entre les objectifs académiques et les compétences réelles des étudiants.

3.1.2. Effets des inégalités linguistiques sur les performances des étudiants

3.1.2.1. Un système universitaire à plusieurs vitesses

L'enseignement supérieur marocain est marqué par une fracture linguistique qui reflète des inégalités socio-économiques :

- Les élites et la classe moyenne favorisée : Les étudiants issus des écoles privées et des missions étrangères maîtrisent mieux le français (et parfois l'anglais), ce qui leur permet de réussir plus facilement dans l'université publique et d'accéder aux grandes écoles (Errihani, 2020).
- Les étudiants des lycées publics en difficulté : Ayant suivi un cursus majoritairement en arabe, ils peinent à s'adapter aux exigences linguistiques du supérieur, ce qui limite leur réussite et leur progression académique (Sadiqi, 2021).
- L'inégalité entre disciplines : Alors que les filières littéraires et en sciences humaines sont majoritairement en arabe, les filières scientifiques et techniques sont en

français, ce qui crée un déséquilibre dans les opportunités d'accès au marché du travail (Boukous, 2019).

Cette dynamique renforce une stratification linguistique et sociale, où la langue devient un facteur de distinction et de sélection académique.

3.1.2.2. Impact sur l'intégration professionnelle

Les choix linguistiques universitaires influencent non seulement la réussite académique, mais aussi l'employabilité des diplômés :

- Le français et l'anglais comme passeports professionnels : Les entreprises et administrations exigent des compétences linguistiques en français et en anglais, ce qui désavantage les étudiants qui ne les maîtrisent pas (MENFPESRS, 2022).
- Exclusion du marché du travail : Certains diplômés, notamment en sciences humaines et en droit, rencontrent des difficultés à intégrer le marché de l'emploi en raison d'une incompatibilité entre leurs compétences linguistiques et les exigences des recruteurs (Lahlou, 2018).
- Surreprésentation des élites dans les postes à responsabilité : Les diplômés des grandes écoles et des universités francophones (Al Akhawayn, Université Internationale de Rabat) occupent plus facilement des postes de décision, renforçant ainsi l'exclusion des étudiants issus des filières arabophones (Chakrani, 2013).

L'analyse des impacts linguistiques sur l'accès au savoir et la réussite académique montre que les politiques linguistiques universitaires au Maroc exacerbent les inégalités sociales et académiques. La barrière linguistique représente un obstacle majeur à la réussite des étudiants, particulièrement ceux issus des milieux défavorisés.

Sans une réforme sérieuse de l'enseignement des langues et des dispositifs d'accompagnement linguistique, le maintien du français (et l'introduction de l'anglais) risque de pénaliser davantage une grande partie des étudiants marocains et de creuser les disparités socio-économiques.

3.2. Conséquences sur l'employabilité et l'intégration professionnelle

Les choix linguistiques dans l'enseignement supérieur ont un impact direct sur l'employabilité et l'intégration professionnelle des diplômés marocains. La domination du français et la montée en puissance de l'anglais dans le marché du travail imposent une exigence de compétences linguistiques qui ne correspond pas toujours au bagage linguistique des diplômés des universités publiques. Cette situation crée un écart entre les exigences du marché et la formation universitaire, renforçant ainsi les inégalités d'accès à l'emploi.

3.2.1. Importance des compétences linguistiques dans le marché du travail

3.2.1.1. Le français et l'anglais comme langues du travail

Le marché du travail marocain est fortement marqué par une hiérarchie linguistique, où les compétences en français et en anglais sont souvent des critères de sélection déterminants pour l'accès à un emploi qualifié :

- Le français comme langue dominante : Historiquement, le français occupe une place centrale dans les secteurs clés tels que la finance, l'administration, la santé et l'ingénierie (Sadiqi, 2021). Les recruteurs considèrent la maîtrise du français comme un prérequis non négociable pour la majorité des postes à responsabilité (Boukous, 2019).
- L'anglais, une nouvelle exigence : Avec la mondialisation et l'internationalisation des entreprises, l'anglais devient un facteur de compétitivité professionnelle (MENFPESRS, 2022). Certains secteurs, comme la technologie, les sciences et le commerce international, privilégient désormais les candidats maîtrisant l'anglais (Errihani, 2020).
- L'arabe et l'amazigh, des langues marginalisées : Malgré leur reconnaissance institutionnelle, ces langues restent peu valorisées dans le secteur privé, et leur usage se limite souvent à l'administration publique ou aux médias locaux (Zouhir, 2013).

3.2.1.2. Disparités d'accès à l'emploi selon le profil linguistique

L'exigence de compétences linguistiques en français et en anglais crée un déséquilibre dans l'accès à l'emploi entre différents profils de diplômés :

- Avantage des diplômés des écoles privées et des grandes écoles : Les étudiants issus de formations où l'enseignement est dispensé en français ou en anglais (Al Akhawayn, Université Internationale de Rabat, grandes écoles d'ingénieurs) ont un taux d'insertion professionnelle plus élevé (CSEFRS, 2020).
- Difficulté pour les diplômés des universités publiques : Beaucoup d'étudiants formés en arabe se retrouvent en situation de précarité professionnelle car ils ne maîtrisent pas suffisamment le français ou l'anglais (Lahlou, 2018).
- Chômage élevé parmi les diplômés en sciences humaines et droit : Ces disciplines, majoritairement enseignées en arabe, souffrent d'un mauvais taux d'employabilité, car les recruteurs préfèrent les profils francophones ou anglophones (Chakrani, 2013).

Cette fracture linguistique dans le marché du travail contribue à renforcer les inégalités sociales, où la langue devient un facteur de discrimination dans l'accès à l'emploi.

3.2.2. Discours sur la nécessité d'une réforme adaptée aux besoins économiques

3.2.2.1. Arguments politiques et économiques en faveur d'une réforme linguistique

Face aux défis liés à l'employabilité des jeunes diplômés, plusieurs discours politiques et institutionnels plaident pour une réforme linguistique de l'enseignement supérieur, alignée sur les besoins du marché du travail :

- L'argument de l'adéquation formation-emploi : Les décideurs politiques affirment que la transition vers un enseignement supérieur bilingue (français-anglais) est indispensable pour répondre aux exigences du secteur privé et de l'économie mondiale (MENFPESRS, 2019).
- Le modèle des pays émergents : Certains discours s'appuient sur l'exemple de pays comme les Émirats arabes unis, la Turquie ou Singapour, qui ont intégré l'anglais dans leur système éducatif pour favoriser leur développement économique (Errihani, 2020).
- La "modernisation inévitable" : Le gouvernement insiste sur la nécessité d'adopter progressivement l'anglais comme langue de l'enseignement supérieur, en particulier dans les disciplines scientifiques et techniques (Boukous, 2019).

3.2.2.2. Controverses et résistances face à ces réformes

Malgré les justifications économiques, la question linguistique dans l'enseignement supérieur reste un sujet de vives controverses, avec plusieurs oppositions :

- Les défenseurs de l'arabisation : Certains acteurs académiques et politiques estiment que renforcer le français ou l'anglais est une forme de dépendance postcoloniale, et qu'il faudrait plutôt développer la recherche scientifique en arabe (Zouhir, 2013).
- Les tensions entre identitaire et pragmatisme : La réforme linguistique est parfois perçue comme un choix idéologique plutôt qu'une réelle nécessité économique, opposant les courants nationalistes aux courants modernistes (Sadiqi, 2021).
- Le risque d'aggraver les inégalités : Certains experts estiment que l'introduction massive de l'anglais pourrait creuser davantage l'écart entre les élites et les étudiants

issus des classes populaires, accentuant ainsi l'exclusion linguistique et sociale (Chakrani, 2013).

L'analyse des conséquences linguistiques sur l'employabilité montre que les compétences en français et en anglais sont devenues un critère clé sur le marché du travail marocain, créant un fossé entre les diplômés des universités publiques et ceux des établissements privés et internationaux.

Les discours politiques insistent sur la nécessité d'une réforme linguistique alignée sur les besoins économiques, mais cette réforme reste contestée par des acteurs qui dénoncent une marginalisation croissante de l'arabe et de l'amazigh.

Ainsi, la question des langues dans l'université marocaine dépasse la simple dimension pédagogique : elle est au cœur d'un enjeu socio-économique et politique majeur, influençant directement les perspectives professionnelles des nouvelles générations.

3.3. Réactions et contestations

Les choix linguistiques dans l'enseignement supérieur marocain ont suscité des réactions contrastées de la part des étudiants, des enseignants et des intellectuels. Si certains soutiennent l'adoption du français et de l'anglais pour renforcer la compétitivité du système universitaire, d'autres dénoncent une forme d'exclusion linguistique et sociale, réclamant une politique linguistique plus équilibrée.

3.3.1. Revendications des étudiants et enseignants sur la réforme linguistique

3.3.1.1. Contestation de l'hégémonie du français et de l'anglais

Plusieurs groupes d'étudiants et d'enseignants universitaires se mobilisent contre la domination croissante des langues étrangères dans l'enseignement supérieur, mettant en avant plusieurs arguments :

- Un frein à l'égalité des chances : De nombreux étudiants issus de l'enseignement secondaire en arabe dénoncent une inégalité structurelle, où l'usage du français et de l'anglais devient un obstacle à leur réussite (Sadiqi, 2021).
- Une perte d'identité culturelle et linguistique : Certains enseignants considèrent que l'imposition des langues étrangères contribue à marginaliser l'arabe et l'amazigh, au profit d'une vision académique occidentalisée (Zouhir, 2013).
- Un manque de formation linguistique adaptée : Les étudiants regrettent que les universités n'offrent pas suffisamment de cours de mise à niveau en langues étrangères, ce qui les place en situation de handicap académique dès leur première année (Lahlou, 2018).



- L'intégration de dispositifs de mise à niveau linguistique : Généraliser les cours de langues dès la première année universitaire pour permettre aux étudiants de se familiariser progressivement avec le français et l'anglais (Lahlou, 2018).
- Une reconnaissance accrue de l'amazigh dans l'enseignement supérieur : Certains plaident pour une meilleure valorisation de l'amazigh dans les études universitaires, en l'intégrant dans des cursus spécifiques et en développant la recherche scientifique dans cette langue (Zouhir, 2013).

3.3.2.2. La nécessité d'un cadre politique et institutionnel clair

Pour garantir une politique linguistique plus cohérente, plusieurs propositions émergent:

- Élaborer une charte nationale des langues définissant un cadre clair pour l'usage des langues dans l'université marocaine.
- Créer des pôles universitaires multilingues spécialisés dans certaines disciplines, permettant d'expérimenter différents modèles d'enseignement en arabe, amazigh, français et anglais.
- Mieux adapter les réformes aux réalités socio-économiques, en concertation avec les étudiants, enseignants et acteurs du marché du travail.

Les contestations autour de la politique linguistique universitaire montrent que la question des langues ne se limite pas à un choix pédagogique, mais constitue un véritable enjeu politique et social.

Les revendications des étudiants et enseignants mettent en lumière les difficultés posées par une transition linguistique mal encadrée, tandis que les discours alternatifs proposent des solutions pour un modèle d'enseignement supérieur plus inclusif et mieux adapté aux réalités marocaines.

Toute réforme linguistique future devra donc trouver un équilibre entre ouverture internationale et préservation des identités linguistiques nationales, afin de garantir un système universitaire performant et équitable pour tous les étudiants.

Conclusion

L'analyse des discours politiques et institutionnels sur les choix linguistiques dans l'enseignement supérieur marocain révèle que la question linguistique dépasse largement le cadre pédagogique : elle constitue un véritable enjeu de pouvoir, influençant l'accès au savoir, la réussite académique et l'intégration professionnelle des étudiants.

Historiquement marquée par une cohabitation entre arabisation et maintien du français, la politique linguistique universitaire s'oriente aujourd'hui vers une introduction accrue de l'anglais, perçu comme un levier de compétitivité internationale. Toutefois, ces réformes ne sont pas exemptes de critiques : les inégalités linguistiques et sociales qu'elles génèrent mettent en évidence les limites d'une transition linguistique mal encadrée.

D'un côté, les décideurs politiques et économiques plaident pour une réforme alignée sur les exigences du marché du travail, insistant sur la nécessité d'une maîtrise renforcée du français et de l'anglais. De l'autre, les enseignants, étudiants et acteurs académiques dénoncent une forme d'exclusion linguistique, qui pénalise les diplômés issus d'un parcours en arabe et marginalise l'amazigh.

Face à ces tensions, plusieurs pistes de réflexion émergent pour une politique linguistique plus équilibrée et inclusive :

- Adopter un modèle de plurilinguisme fonctionnel, garantissant une place aux différentes langues (arabe, amazigh, français, anglais) selon les disciplines et les niveaux d'étude.
- Renforcer les dispositifs d'accompagnement linguistique, notamment en développant des programmes de mise à niveau en langues étrangères dès l'entrée à l'université.
- Établir une stratégie nationale cohérente, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés (État, universités, enseignants, étudiants, marché du travail).

La question linguistique dans l'université marocaine s'inscrit dans un débat plus large sur les rapports entre langue, pouvoir et mondialisation. À l'heure où de nombreux pays réévaluent leurs politiques linguistiques pour mieux s'adapter aux défis de la compétitivité mondiale et de la préservation des identités culturelles, quelles seraient les alternatives viables pour un modèle d'enseignement supérieur plus inclusif et efficace au Maroc ?

L'expérience d'autres pays multilingues (Canada, Suisse, Afrique du Sud) pourrait-elle inspirer des réformes adaptées au contexte marocain ? Et jusqu'où l'introduction de l'anglais pourrait-elle modifier en profondeur les dynamiques éducatives et professionnelles du pays ?

Loin d'être un simple choix académique, la politique linguistique universitaire reste un chantier en constante évolution, appelant à une réflexion approfondie sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Maroc et sur sa place dans un monde globalisé.

Bibliographie

- Bentolila, A. (2020). *Langue, pouvoir et société : Les enjeux de la politique linguistique en Afrique du Nord*. Paris : L'Harmattan.
- Boukous, A. (2019). *Socio-économie des langues au Maroc*. Rabat : Publications de l'Institut Royal de la Culture Amazighe.
- Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS). (2020). *Rapport analytique sur la réforme linguistique dans l'enseignement supérieur marocain*. Rabat : CSEFRS.
- Errihani, M. (2020). Language policy and planning in Morocco: The case of Arabic, Berber, French, and English in higher education. *International Journal of the Sociology of Language*, 263, 45-62. <https://doi.org/10.1515/ijsl-2020-0025>
- Ferguson, C. A. (2006). *Diglossia revisited: Thirty years later*. Berlin: Mouton de Gruyter.
- Grandguillaume, G. (2017). *Arabisation et politiques linguistiques au Maghreb*. Paris : Maisonneuve & Larose.
- Hamdaoui, A. (2022). *Les politiques linguistiques et leurs impacts sur l'enseignement universitaire au Maroc*. Centre d'Études Sociales et Politiques.
- Lahlou, M. (2018). L'impact des politiques linguistiques sur l'apprentissage universitaire au Maroc : Entre francophonie et arabisation. *Revue Marocaine des Sciences de l'Éducation*, 12(2), 89-107.
- Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. (2019). *La vision stratégique de la réforme 2015-2030 : Pour une école de l'équité, de la qualité et de la promotion*. Rabat : MENFPESRS.
- Mohammed VI. (2019, août 20). *Discours du Trône sur la réforme de l'éducation et la valorisation du capital humain*. Rabat.
- Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). (2018). *Langue française et diversité linguistique dans le monde*. Paris : Gallimard.
- Parlement Marocain. (2021). *Débats sur la réforme linguistique dans l'enseignement supérieur* [Transcription des sessions parlementaires].
- Rabat World Policy Conference. (2022). *Intervention sur l'avenir des langues dans l'enseignement supérieur au Maroc*.
- Sadiqi, F. (2021). *Language and gender in the Mediterranean region*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Spolsky, B. (2004). *Language policy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Taleb Ibrahim, K. (2019). *Langue et pouvoir en Algérie et au Maghreb : Entre arabisation, francophonie et ouverture à l'anglais*. Alger: Casbah Éditions.
- UNESCO. (2021). *Higher education, language policy, and globalization in North Africa: Challenges and perspectives*. Paris : UNESCO.
- Zouhir, A. (2013). Language policy and planning in Morocco: The status of Arabic, Amazigh, and French in the education system. *Current Issues in Language Planning*, 14(3-4), 377-398. <https://doi.org/10.1080/14664208.2013.813202>